N°. 146. 1851.

NEDERLANDSCHE STAATS-COURANT.

De prijs dezer Courant, franco per post is f 24 in het jaar, f 6 in de 3 maanden, en 10 cents voor afzonderlijke nommers.

ZONDAG 22 EN MAANDAG 23 JUNIJ.

De prijs der advertentien is 25 cents voor den regel bij iedere plaatsing, buiten de zegelgelden en briefporten.

Bij deze Courant behoort een Bijvoegsel.

NEDERLANDEN.

(Staatsblad n°. 58.) *WET van den 16den Junij 1851, houdende goedkeuring, voor zooveel de artt. 1—22 aangaat, eener met Belgie geslotene Overeenkomst tot wijziging van art. 22 van het Reglement omtrent de scheepvaart op het kanaal van Terneuzen.*

Wij WILLEM III, bij de gratie Gods, Koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassau, Groot-Hertog van Luxemburg, enz., enz., enz.

Allen, die deze zullen zien, of hooren lezen, salut! doen te weten:

Alzoo Wij in overweging genomen hebben, dat het wenschelijk is art. 22 van het Reglement betrekkelijk de scheepvaart op het kanaal van Terneuzen, van den 20sten Mei 1843 (*Staatsblad* n°. 45), te wijzigen, voor zooverre dat artikel een algemeen verbod van stoomvaart op het kanaal inhoudt, en dat de tot dat einde den 24sten April 1851 tusschen de Nederlandsche en Belgische gevolmagtigden te 's Gravenhage geslotene overeenkomst wettelijke regten betreft;

Gelet op het laatste gedeelte van art. 57 der Grondwet,

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze:

Eenig artikel.

De artt. 1 tot en met 22 van de overeenkomst, den 24sten April 1851 gesloten, tusschen de Nederlandsche en Belgische gevolmagtigden te 's Gravenhage, tot wijziging van art. 22 van het reglement, den 20sten Mei 1843 door de gemengde Nederlandsche en Belgische commissie te Antwerpen vastgesteld, betrekkelijk de scheepvaart op het kanaal van Terneuzen, welke overeenkomst hier volgt, worden goedgekeurd.

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en dat alle ministeriele departementen, autoriteiten, collegien en ambtenaren, wien zulks aangaat, aan de naauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven op het Loo, den 16den Junij 1851.

WILLEM.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
VAN SONSBEECK.

Uitgegeven den *een en twintigsten* Junij 1851.

De Staatsraad, Directeur van het Kabinet des Konings,
A. G. A. VAN RAPPARD.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi des Belges, ayant jugé utile de modifier par une convention speciale, l'art. 22 du réglement relatif à la navigation sur le canal de Terneuzen du 20 Mai 1843, interdisant la navigation à vapeur sur ce canal, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires savoir:

S. M. le Roi des Pays-Bas, le sieur Herman van Sonsbeeck, chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais, grand'croix de l'ordre de l'Etoile Polaire de Suède, Son ministre des affaires étrangères;

et S. M. le Roi des Belges, le lieutenant-général baron Willmar, commandeur de Son ordre, grand'croix de l'ordre de la Couronne de Chêne, grand'croix de la Branche Ernestine de la Maison de Saxe, grand'croix de l'ordre du Mérite Civil de Saxe, grand'croix de l'ordre de Henri le Lion, grand'croix de l'ordre d'Albert l'Ours, commandeur de l'ordre de la Légion d'Honneur, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la cour des Pays-Bas;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. La navigation à vapeur sera désormais permise sur le canal de Terneuzen, mais exclusivement avec des bateaux à hélices.

Art. 2. Les bateaux à vapeur ne pourront toutefois naviguer avec une vitesse supérieure à douze kilomètres à l'heure. Chacune des hautes parties contractantes fixera dans chaque cas particulier tel maximum de vitesse au-dessous de la limite susmentionnée qu'elle croira convenir sur la partie du canal de Terneuzen appartenant à son territoire.

Art. 3. Pour pouvoir faire naviguer sur le canal un ou plusieurs bateaux de l'espèce, il faut au préalable en avoir demandé et obtenu concession de l'un et de l'autre gouvernement.

Les demandes en concession devront désigner expressément les bateaux que les demandeurs se proposent de faire naviguer sur le canal, et faire connaître spécialement le maximum du tirant d'eau et le diamètre des hélices de ces bateaux, ainsi que la nature des transports auxquels ils sont destinés.

Aucun bateau à vapeur ne pourra être employé à un autre service sur le canal, que celui pour lequel l'autorisation aura été accordée, si ce n'est en vertu d'une nouvelle concession demandée et obtenue à cet effet des deux gouvernements.

Art. 4. Les dispositions actuellement existantes ou à introduire par la suite dans l'un et l'autre pays, par rapport à l'établissement et à la surveillance des chaudières et machines à vapeur, seront applicables aux machines et appareils moteurs des bateaux à vapeur admis à naviguer sur le canal.

Art. 5. La partie des bateaux où se trouveront la machine et les appareils moteurs, devra être séparée du reste des bateaux par des cloisons en planches, solidement établies et entièrement revêtues de feuilles de tôle d'un millimètre d'épaisseur et posées à recouvrement.

Art. 6. Le pont des bateaux devra être garni de gardes-corps ou de bastingues, d'une hauteur suffisante pour la sûreté des passagers.

Art. 7. Les bateaux devront être munis d'un canot de sauvetage, dont la longueur et la largeur ne pourront respectivement être de moins de $4^{m}00$ et de $1^{m}60$.

Il y aura à bord une bouée de sauvetage en liége, du poids de dix à quinze kilogrammes, suspendue à l'arrière et une hâche en bon état à portée du timonier.

Il y aura également dans chaque bateau une boîte fumigatoire pour qu'on puisse au besoin administrer des secours aux personnes qui seraient retirées de l'eau en état d'asphyxie. Cette boîte devra être conforme à celles qui sont employées pour l'administration des secours publics aux asphyxiés.

Art. 8. Les bateaux seront pourvus de deux ancres et de cordes d'amarre suffisantes.

Ces ancres devront constamment être disposées pour être, au besoin, mouillées immédiatement.

Art. 9. Il devra y avoir en tout temps, à bords des bateaux, un régistre dont toutes les pages seront côtées et paraphées par le commissaire Royal dans la province de Zélande ou par le gouverneur de la province de la Flandre Orientale, et sur lequel les passagers auront la faculté de consigner leurs observations, en ce qui concerne la marche du bateau, les avaries ou accidents quelconques et la conduite de l'équipage.

Ce régistre devra être présenté aux autorités provinciales et communales, aux agents du waterstaat et des ponts et chaussées chargés du service du canal de Terneuzen, chaquefois qu'ils le demanderont.

Art. 10. Il y aura toujours à bord de chaque bateau:

1°. un capitaine;

2°. des hommes d'équipage en nombre suffisants;

3°. un mécanicien;

4°. un ou plusieurs chauffeurs.

Art. 11. Le capitaine est responsable du maintien du bon ordre et de la police à bord de son bateau.

Art. 12. Le mécanicien est chargé de la surveillance et de la conduite de l'appareil moteur; il veillera notamment avec le plus grand soin à ce que l'alimentation des chaudières se fasse bien et compense à chaque instant la dépense de la vapeur et toutes les pertes d'eau, afin qu'en aucun cas les parois des chaudières ne puissent rougir. Il dirigera les chauffeurs.

Le mécanicien et les chauffeurs devront, chacun en ce qui le concerne, observer pour la conduite des machines et celle du feu, toutes les mesures de précaution prescrites par les lois et règlements sur la matière.

Art. 13. Tout embarquement et débarquement de voyageurs se fera au moyen d'un petit pont jeté du bateau sur le quai et garni de rampes des deux côtés.

L'usage de simples planches est formellement interdit.

Art. 14. Les capitaines devront ralentir la marche des bateaux au passage des ponts mobiles, à l'approche des écluses, et lorsqu'ils passeront, soit près des bateaux ou de trains stationnant ou garés ou en marche, soit à proximité de travaux en cours d'exécution sur le canal.

Ils seront tenus de se conformer à ce que les agents chargés du service du canal leur prescriront dans l'intérêt, soit de la conservation du canal, soit de la navigation en général.

Art. 15. Les capitaines feront sonner la cloche à l'approche des ponts, des écluses et des ports de débarquement, ainsi que de tous les endroits où la rencontre de deux bateaux pourrait occasionner des accidents.

Art. 16. Toutes les fois que, durant le trajet, le capitaine du bateau à vapeur aura à prendre ou à débarquer des voyageurs ou des marchandises, il devra faire cesser entièrement le jeu des hélices.

Art. 17. Lorsqu'un bateau à vapeur rencontrera des bateaux tirés par des hommes ou des chevaux, il devra prendre le bord opposé au chemin de halage.

Art. 18. Il est expressément défendu, sous quelque prétexte et dans quelque but que ce soit, de surcharger les soupapes de sûreté et de faire fonctionner la machine sous une pression supérieure à celle qui est indiquée dans l'acte de concession ou dans le procès-verbal de vérification des chaudières.

Il est en outre défendu de faire marcher les bateaux avec une plus grande vitesse que celle fixée par l'acte de concession.

Art. 19. Au moment du départ et de l'arrivée des bateaux à vapeur, les fonctionnaires chargés de la police pourront se faire présenter le régistre prescrit par l'article 9. Ils s'assureront de la présence à bord du capitaine, du mécanicien et des chauffeurs.

Art. 20. Les propriétaires de bateaux à vapeur devront, lorsqu'ils en seront requis, suspendre leur service pour que l'autorité fasse les visites qu'elle jugerait nécessaires dans l'intérêt de la sûreté publique.

Art. 21. Les deux gouvernements se réservent la faculté de retirer la concession, à raison des accidents causés ou des imprudences habituellement commises par le capitaine, l'équipage ou le propriétaire d'un bateau à vapeur, comme aussi lorsque le capitaine et l'équipage ne se conforment

pas aux règlements à établir pour s'assurer que le maximum de vitesse fixé par la concession, n'est pas dépassé; en outre le capitaine, l'équipage et le propriétaire, s'ils contreviennent aux dispositions de la présente convention, seront punis d'une amende qui ne pourra excéder cent florins, ni être moindre de dix florins ou d'un emprisonnement d'un jour au moins et de quatorze jours au plus, ou enfin d'une amende et d'un emprisonnement réunis, mais qui ne pourront respectivement excéder le maximum qui vient d'être indiqué, pour autant toutefois que les lois ou les règlements en vigueur n'aient pas déterminé d'autres peines qui soient spécialement applicables.

Art. 22. Les contraventions seront constatées par les employés préposés à la police et à la surveillance du canal, par la gendarmerie et la maréchaussée et par les agents locaux. Leurs procès-verbaux devront être rédigés sous l'obligation du serment qu'ils ont prêté en entrant en fonctions, ou bien affirmés dans les 48 heures, devant l'autorité communale dans le ressort de laquelle la contravention aura été constatée. Dès-lors ces procès-verbaux feront foi jusqu'à la preuve contraire.

Les autorités locales des communes riveraines du canal, la gendarmerie et la maréchaussée et tous autres officiers de la force publique seront tenus, étant à ce requis, de prêter main forte pour l'exécution des dispositions contenues dans la présente convention.

Art. 23. Sauf les modifications portées par les dispositions qui précèdent à l'art. 22 du règlement relatif à la navigation du canal de Terneuzen, convenu à Anvers le 20 Mai 1843, toutes les dispositions du règlement prémentionné resteront obligatoires et continueront à ressortir leur plein et entier effet.

Art. 24. La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à la Haye, dans l'espace de deux mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à la Haye, en double original, le vingt quatre Avril de l'an de grâce mil huit cent cinquante et un.

(*L. S.*) Van Sonsbeeck. (*L. S.*) Willmar.

(Staatsblad n°. 65) *WET van den 18den Junij 1851, houdende nieuwe verordeningen omtrent de Schatkistbiljetten.*

Wij WILLEM III, bij de gratie Gods, Koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassau, Groot-Hertog van Luxemburg, enz., enz., enz.

Allen, die deze zullen zien, of hooren lezen, salut! doen te weten:

Alzoo Wij in overweging genomen hebben, dat het in het belang der geldmiddelen van den Staat wenschelijk is, om de nog aanwezige schatkistbiljetten rentende 4 ten honderd in het jaar, daargesteld krachtens de wet van den 28sten April 1834 (*Staatsblad* n°. 14), te vervangen door andere, welke ook van de zijde van den Staat opzegbaar zijn en tot minder rente kunnen worden uitgegeven, en om te wijzigen de bepalingen ten aanzien van de uitgifte van schatkistbiljetten, gemaakt bij de wetten van 27 December 1840 (*Staatsblad* n°. 79) en 30 October 1848 (*Staatsblad* n°. 75);

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze:

Art. 1. Het kapitaal van *negen millioen acht maal honderd duizend gulden* aan 4 percents schatkistbiljetten, daargesteld krachtens de wet van 28 April 1834 (*Staatsblad* n°. 14), wordt, voor zooverre hetzelve is uitgegeven, afgelost en die schatkistbiljetten ingetrokken op den eerstvolgenden verschijndag der rente, invallende eene maand of later na de afkondiging dezer wet.

Geene verdere uitgifte van deze schatkistbiljetten zal na die afkondiging plaats hebben. De ingetrokkene, alsmede die welke bij de schatkist aanwezig zijn, worden ter Algemeene Rekenkamer overgebragt, om aldaar te worden vernietigd.

Art. 2. De wetten van 27 December 1840 (*Staatsblad* n°. 79) en van 30 October 1848 (*Staatsblad* n°. 75) worden ingetrokken.

Art. 3. Ter vervanging en tegen intrekking van de schatkistbiljetten in art. 1 vermeld, kan daargesteld en à pari uitgegeven worden een gelijk bedrag aan schatkistbiljetten ter Algemeene Rekenkamer geviseerd en geregistreerd, voor sommen niet beneden de f 100, welke in alle belastingen en betalingen aan het Rijk worden aangenomen voor *honderd ten honderd*, met bijberekening van den verschenen interest, gerekend tot het einde der maand voorafgaande aan die der betaling.

Ter voorziening in opkomende of tijdelijke behoeften der schatkist kan bovendien een bedrag van *vier millioen gulden* worden daargesteld en uitgegeven.

De besluiten, waarbij zoodanige uitgifte door Ons wordt bevolen, worden in het *Staatsblad* geplaatst.

Art. 4. De rente der schatkistbiljetten wordt bij de uitgifte derzelve naar omstandigheden door Ons bepaald.

Voor renten en kosten van uitgifte zal niet meer dan vier en een vierde ten honderd in het jaar over de in omloop gebragte som kunnen worden uitgegeven.

Art. 5. De schatkistbiljetten worden uitgegeven voor *drie*, *zes*, *negen* of *twaalf* maanden.

Het kapitaal van elk schatkistbiljet is, op het daarin uitgedrukt tijdstip, opvorderbaar, met de rente, mits ééne maand bevorens opgezegd zijnde op een der daartoe aan te wijzen kantoren te *Amsterdam*, *Rotterdam* en in de hoofdplaatsen der provinciën, of waar dit verder door Ons mogt worden bepaald.

Van de opzegging wordt aanteekening gesteld op de biljetten.

De schatkistbiljetten die op het hierboven bepaalde tijdstip niet zijn opgezegd, worden geacht telkens voor een gelijk tijdperk verlengd te zijn als waarvoor zij oorspronkelijk waren uitgegeven.

Iedere twaalf maanden na de dagteekening wordt de interest voldaan op een der aangewezen kantoren, zoo die, voor de schatkistbiljetten op korteren tijd loopende, niet reeds vroeger is betaald.

Alle niet opgezegde schatkistbiljetten worden twaalf maanden na hunne dagteekening ingetrokken, en tegen nieuwe verwisseld.

Art. 6. De schatkistbiljetten kunnen ook van de zijde van het Rijk tot aflossing met den vervaldag worden opgeroepen bij openbare aankondiging, in de *Staats-Courant* te plaatsen twee maanden vóór den vervaldag.

Verder dan den bij die oproeping bepaalden aflossingsdag wordt geene rente op zoodanige ter aflossing opgeroepene biljetten goedgedaan.

Art. 7. Het kapitaal der schatkistbiljetten is verjaard vijf jaren na den dag voor de aflossing of inwisseling derzelve bepaald.

Art. 8. Ter bevordering van de aflossing der schatkistbiljetten kan een kapitaal van *drie millioen gulden*, in die biljetten boven dat van *dertien millioen acht maal honderd duizend gulden*, worden opgemaakt, en ter Algemeene Rekenkamer geviseerd en geregistreerd, doch niet worden uitgegeven boven het bedrag in art. 3 bepaald.

Art. 9. Op den 15den van elke maand zal door den Minister van Finantien in de *Staats-courant* worden aangekondigd het bedrag van *alle* uitgegevene en op den eersten dier maand nog in omloop zijnde schatkistbiljetten.

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en dat alle ministeriële departementen, autoriteiten, collegiën en ambtenaren, wien zulks aangaat, aan de naauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven op het Loo, den 18den Junij 1851.

WILLEM.

De Minister van Finantien,
Van Bosse.

Uitgegeven den *twintigsten* Junij 1851.
De Staatsraad, Directeur van het Kabinet des Konings,
A. G. A. van Rappard.

Bij besluit van 20 Junij jl., n°. 109, heeft Zijne Majesteit goedgevonden, in het eerste schooldistrict van Drenthe bij continuatie tot schoolopziener te benoemen den heer dr. *H. J. Nassau*.

Bij besluit van 20 Junij jl., n°. 110, heeft Zijne Majesteit goedgevonden tot schoolopziener in de 1ste afdeeling van het tweede schooldistrict van Zuidholland, ter vervanging van wijlen den heer A. Blussé de Jonge, te benoemen den heer *L. Rebbe*.

Door Zijne Majesteit zijn bij besluit van den 5den dezer n°. 53, goedgekeurd de beroepingen van predikanten door de kerkeraden der hervormde gemeenten hierna genoemd, als:

van Winkel, onder de classis van Alkmaar, op *D. Hupkens*, laatst predikant te Broek in Waterland;

van Vreeland, onder de classis van Amersfoort, op *G. L. Talma*, predikant te Holl;

van Middelburg, onder de classis van dien naam, op *B. J. H. Taats*, predikant te Harderwijk;

van Westcapelle, onder de classis van Middelburg, op *J. Rijsdijk Takens Lambrechts*, predikant te Biggekerke;

van Akkrum, onder de classis van Heerenveen, op *A. G. Rijkens*, predikant te Appelscha.

Bij Koninklijk besluit van den 19den Junij 1851, n°. 64, is aan den heer *C. W. Hoffmann* een eervol ontslag verleend als ontvanger der directe belastingen te Venlo, behoudens aanspraak op pensioen; met bepaling dat de thans te Venlo bestaande twee ontvang-kantoren der directe belastingen en van de in- en uitgaande regten en accijnsen en der scheepvaartregten op de Maas, met den 1sten Augustus 1851 tot één rijkskantoor zullen worden vereenigd; zijnde voorts benoemd tot ontvanger der directe belastingen, in- en uitgaande regten en accijnsen en der scheepvaartwetten op de Maas te Venlo, de heer *B. J. R. Rasch*, thans ontvanger der Rhijn- en andere scheepvaartregten te Gorinchem; — terwijl eindelijk het afzonderlijk kantoor der Rhijnvaartregten te Gorinchem met den 1sten Augustus 1851 wordt opgeheven en de werkzaamheden van hetzelve overgebragt ten kantore der directe belastingen en accijnsen te Gorinchem, onder beheer van den ontvanger *C. J. Laarhoven*.

Bij Zijner Majesteits besluit van den 14den dezer, n°. 42, is bepaald, dat de officier van gezondheid der 2de klasse, laatst ter Kuste van Guinea, *J. P. Eefsink*, met ingang van den 20sten Mei jl., met behoud van zijnen rang en anciënneteit zal overgaan in het corps officieren van gezondheid der zeemagt en dat hij voorloopig zal rang nemen onder den officier van gezondheid der 2de klasse H. Evertse.

De Minister van Kolonien,

In ervaring gekomen zijnde dat meerdere afzenders van goederen van Nederlandschen oorsprong of bewerking, bestemd om in de Nederlandsche Oost-Indische bezittingen te worden ingevoerd, alsnog geheel of ten deele onbekend schijnen te zijn gebleven met de voorschriften, vastgesteld met betrekking tot de certificaten van oorsprong of bewerking van zoodanige goederen, vestigt bij deze nogmaals de aandacht van de belanghebbenden op zijne onderstaande aankondiging van den 2den Augustus 1850, bereids opgenomen in de *Nederlandsche Staats-courant* van 4 en 5 Augustus 1850 en volgende.

's Gravenhage, den 10den Junij 1851.

De Minister voornoemd,
Chs. F. Pahud.

» De Minister van Koloniën,

» In aanmerking nemende, dat sedert de overbrenging, bij zijn » departement, van de werkzaamheden betrekkelijk de certificaten » van Nederlandschen oorsprong of bewerking wegens goederen, ten » uitvoer naar Nederlandsch Indie bestemd, niet meer, zoo als vroeger, » gevorderd wordt de bekendstelling van de soorten en emballagie dier » goederen op het oogenblik der verzending, van de namen der af- » zenders en van de scheepsgelegenheden waarmede de verzending plaats » heeft; — dat de waarborg welken de kennis van een en ander vroeger » opleverde voor de identiteit der in de certificaten vermelde goederen en » tegen het misbruik, hetwelk, ten nadeele van de inlandsche nijver- » heid, van de certificaten van oorsprong kan worden gemaakt, door het » gemis aan die kennis geheel en al verloren gaat, en dat het mitsdien, » in het belang dier nijverheid, wenschelijk is, met instandhouding » overigens van de ten verleden jare ingevoerde regeling, de opgave van » de boven bedoelde bijzonderheden, even als zulks vroeger plaats had, te » vorderen,

» Brengt ter kennis van de belanghebbenden:

» dat de certificaten van Nederlandschen oorsprong en bewerking, » welke door de plaatselijke besturen worden afgegeven voor goe- » deren, bestemd om naar Nederlandsch Indie te worden uitgevoerd, door » die besturen bij voortduring op den thans gebruikelijken en bij de aan- » kondigingen van den Minister van Binnenlandsche Zaken van 2 en 12 » Junij 1849 bekendgemaakten voet, in duplo, aan het departement van » Kolonien zullen worden ingezonden, ten einde, wanneer dezelve aan » geene overwegende bedenkingen, wat den vorm betreft, onderhevig » worden bevonden, van den stempel des departements en van een door-

» loopend register-nommer te worden voorzien, waarna de originelen
» zullen worden teruggezonden, ter uitreiking aan de belanghebbenden;—
» dat, in wederopvolging van het voorschrevene bij aankondiging van
» den Minister van Binnenlandsche Zaken van den 8sten October 1842,
» die certificaten vóór de verzending der goederen, door de betrokken
» reeders, cargadoors, kooplieden of andere afzenders, zullen moeten
» worden aangevuld met eene door hen onderteekende verklaring, hou-
» dende eene duidelijke opgave van de kisten, balen, pakken of vaten,
» waarin de goederen worden verzonden, van de merken der emballagie,
» en van de soort, kleur, getal, ellemaat, gewigt enz. der goederen,
» welke zich in iedere emballagie bevinden; — dat de certificaten, voorzien
» van evengemelde verklaring, andermaal aan het departement van
» Kolonien zullen moeten worden ingezonden, vergezeld van eene
» opgave van de namen van het schip en den gezagvoerder waar-
» mede en de haven van Nederlandsch Indie waarheen de goederen
» worden verzonden;

» dat de certificaten alsdan bij gezegd departement zullen worden
» voorzien van het volgende visa:

» » Gezien en geregistreerd om bij lossing te . . . . . . uit het
» » schip . . . . kapitein . . . . de voorregten te genieten,
» » aan de goederen van Nederlandsohen oorsprong en bewerking
» » toegekend.

» » 's Gravenhage, den . . . .

» » Van wege het departement van Kolonien.'"

» dat de bovenbedoelde verklaring der betrokken reeders, cargadoors,
» kooplieden of andere afzenders, alsmede het evengemelde visa, bij
» het departement van Kolonien zullen worden overgebragt op de aldaar
» berustende duplicaten;

» dat de originelen daarna onmiddellijk aan de inzenders zullen
» worden teruggezonden, en de duplicaten met de eerst vertrekkende
» landpost verzonden aan het bestuur van Nederlandsch Indie, ten
» einde bij aankomst der goederen in de haven van bestemming aan-
» wezig te zijn, en met de originelen te kunnen worden vergeleken.

» Wordende aan de belanghebbenden ten overvloede herinnerd, dat
» de certificaten van oorsprong of bewerking, steeds gelijktijdig met
» het goed, waartoe zij behooren, moeten worden afgezonden, en daar-
» mede in Nederlandsch Indie aankomen; dat de inhoud der kisten,
» balen, pakken, vaten, enz. volkomen moet overeenstemmen met de
» omschrijving, in de certificaten voorkomende; dat in geen geval het
» bovenvermelde visa (zonder hetwelk de certificaten geene kracht heb-
» ben) wordt verleend, wanneer de schepen, waarin de goederen gela-
» den zijn, reeds mogten zijn vertrokken; en dat zij mitsdien in hun
» eigen belang behooren te zorgen, dat de certificaten tijdig, vóór het
» vertrek der bodems, aan het Departement van Kolonien worden in-
» gezonden, ten einde bij onverhoopte bevinding van gebreken de
» daaruit ontstaande vertraging niet tot hun nadeel strekke.

» Het vorenstaande zal worden toegepast op alle certificaten van Neder-
» landschen oorsprong of bewerking, af te geven op of na den 15den
» dezer, onverschillig wanneer de daarin vermelde goederen worden
» verzonden; voorts op alle certificaten, afgegeven vóór evengemelde
» dagteekening, wanneer de goederen, waartoe dezelve betrekking heb-
» ben, verzonden worden op of na den 1sten September aanstaande;
» zullende mitsdien de goederen, geladen in schepen, welke vóór den
» 1sten September aanstaande eene der havens van het Rijk zullen
» hebben verlaten, en vergezeld van certificaten afgegeven vóór den
» 15den dezer, de voorregten, aan den nationalen oorsprong of bewer-
» king verbonden, nog genieten, al zijn die certificaten niet van het
» boven omschreven visa, maar alleen van den stempel van het Depar-
» tement van Kolonien voorzien.

» 's Gravenhage, den 2den Augustus 1850.

» *De Minister van Kolonien*,
» CHS. F. PAHUD"

BUITENLANDSCHE BERIGTEN.

AMERIKA.

De politieke gevolgen der in 1850 in de Vereenigde Staten gehouden volkstelling zijn thans vastgesteld.

Daar de laatste volkstelling, de zesde sedert de stichting der unie, een aantal van 23,267,498 zielen heeft opgeleverd, en het aantal leden van het huis der volksvertegenwoordigers op 233 bepaald is, zal (van het cijfer der slavenbevolking twee vijfden, naar het voorschrift der constitutie, afgetrokken zijnde) voor elke 93,700 inwoners een afgevaardigde moeten worden gekozen. De slavenhoudende Staten, die thans 91 stemmen hebben, zullen dien ten gevolge voortaan twee leden minder, en de niet-slavenhoudende Staten, thans 142 stemmen hebbende, twee meer hebben te verkiezen. De meerderheid der vrije Staten in het huis der vertegenwoordigers klimt daardoor van 51 tot 55, terwijl zij door de opneming van Californie in de Unie, in den senaat eene meerderheid van twee stemmen bezitten.

De nieuwe Staten, die in de laatste jaren in het westen van Amerika gevormd zijn, verkrijgen tegenover de oude Staten langs den Atlantischen oceaan, ten gevolge der volkstelling weder meerderen invloed, dewijl van deze laatste zeven stemmen naar de eerste zullen worden overgebragt; hebbende de eerste sedert 1840 op de laatste reeds eene aanwinst van 44 stemmen verkregen.

— De tijdingen uit Havannah van den 1sten dezer melden, dat het aldaar rustig was, maar dat nog steeds op last der regering een aantal personen in hechtenis werden genomen; men maakte daaruit op, dat het opzet om Cuba aan het Spaansche gezag te onttrekken en bij de Vereenigde Staten te voegen, onder de bevolking van dat eiland niet weinig bijval moet gevonden hebben.

— Volgens de berigten uit Mexico tot den 17den Mei jl., had de kamer van afgevaardigden besloten aan de regering buitengewone magt te verleenen, ten einde haar in staat te stellen om zich uit de bestaande moeijelijkheden te redden. Bij den senaat is door eene bijzondere commissie een dergelijk besluit, maar meer naauwkeurig omschreven, voorgesteld. Dit besluit strekt om de regering te magtigen, de bezoldigde ambtenaren te ontslaan en door onbezoldigde te vervangen, het toltarief tot vijf per cent beneden dat der Vereenigde Staten te verlagen; de som van 1,680,000 dollars, ingehouden op de schadevergoeding der Vereenigde Staten, in ontvang te nemen; de binnenlandsche schuldeischers te betalen, doch eerst na hunne bewilliging in de te stellen voorwaarden, niet persoonlijk maar bij klassen; de nationale goederen te vervreemden; de uitvoering der wet op het openbaar krediet door te zetten; de opbrengst van den tabak en van de munt zich toe te eigenen, met schadeloosstelling der tegenwoordige pachters; de directe belastingen af te schaffen en door indirecte te vervangen. De strekking van dit besluit is, na lange discussie, door den senaat met 27 tegen 19 stemmen goedgekeurd en de beraadslaging over de onderscheiden artikelen zou daarin, naar het zich liet aanzien, weinig verandering brengen.

— De jongste berigten uit Washington hebben de aanspraak medegebragt die de nieuw benoemde Fransche gezant, de heer de Sartignes, bij het overhandigen zijner geloofsbrieven aan den President der Vereenigde Staten gerigt heeft, alsmede het door dezen daarop gegeven antwoord. De Parijsche bladen maken bij het overnemen dier stukken de opmerking, dat in de rede van genoemden gezant zeer veel van den President der Fransche republiek, maar bijkans niet van de republiek zelve gesproken wordt, terwijl daarentegen in het antwoord des heeren Fillmore alleen van die republiek maar volstrekt niet van den persoon van den President melding wordt gemaakt. De *National* troost de Bonapartistische dagbladen, die hun ongenoegen daarover te kennen geven, met » de lompheid der demokratische zeden."

DUITSCHLAND.

De Weener bladen berigten dat de reis des Keizers naar Gallicie, waarvan reeds meermalen sprake is geweest, thans op het einde dezer maand bepaald is en dat de Keizer door den minister van binnenlandsche zaken vergezeld zal worden.

— Bij eene verordening der regering van het hertogdom Lauenburg zijn namens den Koning van Denemarken notabelen uit dat gewest naar Ratzeburg bijeengeroepen, ten einde gehoord te worden omtrent de regeling der inwendige aangelegenheden van hetzelve. De vergadering van notabelen moet bestaan uit zes leden, waarvan drie door den Koning benoemd, en de drie overigen ter benoeming voorgesteld moeten worden door de ridder- en landschaps-vergadering, zoo als die vóór 1848 bestaan heeft. De voorstellen der notabelen die bepaaldelijk gevraagd worden omtrent eene met de behoeften des tijds overeenkomstige vertegenwoordiging des lands, zullen mede aan laatstgemelde vergadering worden onderworpen. In den aanhef der verordening wordt gezegd, dat, ofschoon de betrekkingen van het hertogdom tot de overige Staten des Konings en tot het Duitsche verbond bij de tegenwoordige politieke omstandigheden nog niet vastgesteld hebben kunnen worden, en de regeling daarvan voor later tijd moet worden voorbehouden, Z. M. toch vermeent aan de wenschen des lands te zullen voldoen, door de regeling der inwendige belangen niet tot later uit te stellen.

— In het Weimarsche regeringsblad zijn nieuwe wettelijke verordeningen voor de hoogeschool te Jena afgekondigd, die in vele opzigten van de tot dusver bestaan hebbende afwijken. De studenten worden daarbij aan de algemeene wetten, en in criminele zaken aan de gewone regtbanken des lands onderworpen, bij gevolg ook aan de autoriteiten, welke met de handhaving dier wetten belast zijn, onder anderen aan de stedelijke politie. Onder de voorwaarden van de vergunning tot het verblijf aan de hoogeschool is ook het getrouw bezoeken van de lessen der hoogleeraren opgenomen. Voor reizen naar elders moeten de studenten voorzien zijn van eenen door de politie af te geven pas. Het vroegere, op bondsbesluiten gegronde verbod van vereenigingen onder de studenten (zoo als de zoogenaamde Landsmannschaften enz.) is thans ingetrokken; zullende bij de oprigting van vereenigingen van letterkundigen aard of tot gezellig verkeer, alleen de namen der bestuurders aan den academischen senaat, en, zoo deze het verlangt, de statuten der vereeniging, moeten medegedeeld worden. Eindelijk zijn voor de beslechting van twisten tusschen studenten, regtbanken van eer ingesteld, ter voorkoming van tweegevechten; zullende degenen die een tweegevecht ondernemen over eene zaak die niet vooraf aan zoodanige regtbank onderworpen is, onmiddellijk met wegzending van de hoogeschool gestraft worden, onverminderd de bij de algemeene wetten voorgeschreven straffen.

ZWITSERLAND.

Men herinnert zich dat voor eenige maanden van de zijde der aanhangers van de partij der geestelijkheid in het Zwitsersche kanton Freiburg eene poging gedaan werd om de stad Freiburg door overrompeling te vermeesteren en het door de gewapende tusschenkomst des eedgenootschaps opgerigte radikale bewind omver te werpen. Deze poging mislukte door gemis van bijval aan de zijde der bevolking, en de daders werden gevangen genomen en aan de justitie overgeleverd.

De jury te Freiburg heeft thans de leiders van den aanslag, de drie gebroeders Carrard, gegoede maar dweepzieke landlieden, aan hoogverraad schuldig verklaard. Achttien andere beschuldigden zijn als medepligtig met verschoonende omstandigheden veroordeeld. Zestien zijn vrijgesproken.

SPANJE.

De oppositie in de Spaansche kamer van afgevaardigden, aangespoord welligt door de geruchten eener aanstaande schorsing van de zittingen der kamer, heeft de beraadslaging over het wets-ontwerp tot regeling der staatsschuld niet willen afwachten om de sterkte der regering te beproeven. In de zitting van den 14den is het volgende voorstel ingediend:

» "Wij verzoeken de kamer te verklaren, dat het ministerie zijn
» programma in allen deele ontrouw is geworden, en zijn gedrag in
» de laatste verkiezingen af te keuren."

Dit voorstel is onderteekend door de heeren: Manuel Bermudez de Castro, Moreno, Lopez, Mayans, Esteban Collantes, Suarez, Juelan en anderen.

FRANKRIJK.

De wetgevende vergadering heeft eergisteren de beraadslaging over het wets-ontwerp tot verbetering der politie te Lyon voortgezet. Het werd ook nu weder door Lyonsche afgevaardigden, tot de Bergpartij behoorende, bestreden, vooral op grond dat het de regten van het stedelijk bestuur verkortte, om de bevoegdheid van den prefect uit te breiden, die, alleen aan het gouvernement verantwoordelijk zijnde, van zijne magt zou misbruik maken, terwijl een maire bij het uitoefenen der politie ook de goedkeuring zijner medeburgers trachtte te verwerven; buitendien zouden botsingen tusschen den prefect en het stedelijk bestuur onvermijdelijk zijn.

De minister de Parieu beantwoordde deze bezwaren. Hij zeide dat er bij de tegenwoordige inrigting der politie in Lyon en de onmiddellijk daarbij liggende steden veel meer gevaar van botsing was, namelijk tusschen den prefect en vier maires; dat een misdadiger aldaar thans de vervolging der politie kon ontkomen, door eene straat, de grens van twee gemeenten, over te gaan; daarbij verbiedigde de voordragt de gemeente-

lijke vrijheid en liet de schoonste regten der gemeentebesturen onaangetast.

Het wets-ontwerp werd eindelijk met groote meerderheid, met 448 tegen 214 stemmen, aangenomen.

De herzienings-commissie hield eergisteren weder eene zitting. Diepen indruk schijnt eene daarin door den heer Odilon Barrot uitgesproken rede gemaakt te hebben; hij verklaarde zich voor de herziening der *gehede* constitutie, maar met behoud en met betere inrigting der republiek. Hij betoogde dat de geheele herziening door het land verlangd en door den staat van zaken volstrekt vereischt werd; hij kende geen ander middel om de republiek, den eenigen thans nog voor Frankrijk voegenden regeringsvorm, stevig te vestigen, dan de herziening; en mogt niet dadelijk eene meerderheid van drie vierden verkregen worden, het was evenwel van groot belang dat de meerderheid zich op eene indrukwekkende wijze voor de herziening verklaarde. Verder sprak hij met scherpe afkeuring en verontwaardiging van bekrompene partij-inzigten en kleingeestig ijveren voor personen, welke 's lands wezenlijke belangen in groot gevaar dreigden te brengen.

De commissie zou den 21sten dezer haren rapporteur benoemen. Men acht het waarschijnlijk dat de heer Odilon Barrot, hoewel slechts met eene geringe meerderheid, daartoe zal worden verkozen. In dat geval zal het rapport, hetwelk uiterlijk den raden der volgende maand moet uitgebragt worden, eene geheele, republikeinsche herziening aanbevelen. De heer Barrot behoort tot de zoogenaamde derde of middenpartij, welke met de orde de vrijheid en met de bestaande belangen de eischen van een tijd van vooruitgang behartigt, alle uitersten vermijdt en naar verzoening streeft. Hij zelf wordt algemeen als een regtschapen staatsman van de zuiverste bedoelingen geschilderd; men verwijt hem fouten, vroeger in het bewind begaan; maar niemand heeft hem nog beschuldigd van persoonlijke of partijbelangen te dienen.

Het voorstel van twee leden der wetgevende vergadering tot hervorming van het gevangenisstelsel door afschaffing der galeikerkers, en invoering der afzonderlijke opsluiting en der deportatie, is door de commissie ter overweging aanbevolen.

Het berigt, dat de President der republiek den 21sten, 24sten en 26sten dezer het garnizoen van Parijs en den 28sten dezer dat van Versailles en van St. Germain zal in oogenschouw nemen, heeft aan de beurs bezorgdheid gewekt. Men kende geene bijzondere aanleiding tot die wapenschouwingen en zag er derhalve een blijk in dat de President raadzaam achtte zich weder in onmiddellijke aanraking met het leger te stellen.

De in Maart 1850 door de regering benoemde commissie tot het ontwerpen van een strafwetboek voor het zeevolk, heeft een ontwerp bestaande uit 386 artikels, vergezeld van eene breede toelichting, aan de regering ingediend. Het zal waarschijnlijk aan de wetgevende vergadering worden voorgelegd.

ENGELAND.

De hertog van Wellington heeft jl. Maandag avond tot viering van den verjaardag van den veldslag bij Waterloo, naar gewoonte, een gastmaal aan hoofdofficieren, welke dien slag bijgewoond hebben, gegeven. Weder werd een twaalftal der ten vorigen jare aanwezige strijdmakkers gemist. Het aantal gasten bedroeg nog zeventig, waaronder drie buitenlandsche, de Nederlandsche generaal van Omphal, de Hannoversche Hugh Halkett en de Napelsche Castelcicala. De gastheer stelde ter eere van elk dezer vreemde officieren en van de door hen vertegenwoordigde legers een toast in.

— De vijf groote Britsche zeestoomvaart-maatschappijen zijn thans bezig met eene uitbreiding harer vloot, welke binnen den tijd van een jaar gewigtigen invloed op den wereldhandel zal hebben. De Peninsular-and Oriental Company, varende op Spanje, Indie en China, heeft vier nieuwe stoomschepen in aanbouw; de Royal Mail Steam Company, varende op West-Indie en Brazilie, vijf; de Cunard Company, varende op Noord-Amerika, twee; de General Screw Company, varende op de Middellandsche zee en de Kaap de Goede Hoop, vier; en eindelijk de Pacific Company, varende op Panama en Valparaiso, vier. Deze negentien nieuwe vaartuigen meten te zamen 31,840 ton, en de scheepsruimte, waarover die maatschappijen beschikken, thans reeds zestig schepen en 61,789 ton bedragende, zal dus weldra verdubbeld zijn.

— Het genootschap tot verbreiding van het Evangelie in vreemde landen, den 16den Junij 1701 opgerigt, hield den 17den dezer, ter viering van zijn 150jarig bestaan, eene openlijke vergadering, onder voorzitting van Z. K. H. Prins Albert en in bijzijn van een aantal praelaten der anglikaansche kerk en van andere aanzienlijke personen.

Het verslag, in de vergadering uitgebragt, behelsde onder anderen het volgende:

» Er zijn thans in Britsch Amerika alleen, en meestal met het genootschap verbonden, omstreeks vier honderd geestelijken werkzaam in de zeven dioecesen, waarin dat uitgestrekte gebied verdeeld is. Reeds gedurende meer dan eene eeuw had het genootschap zendelingen en schoolonderwijzers in West Indie; in de laatste 20 jaren hebben 90 van de geestelijken, die op de onderscheiden eilanden werkzaam zijn, hunne opvoeding in de kweekscholen des genootschaps op Barbados ontvangen.

» In later tijd heeft het genootschap de oude zendingen der maatschappij tot bevordering van Christelijke kennis in Zuid-Indie weder opvattende, zijne werkzaamheden in de Oost aangevangen; en daar zijn thans in de drie presidentschappen 36 geordende geestelijken, en een groot aantal catechiseermeesters en voorlezers. Het aantal bekeerde, en gedoopte inboorlingen bedraagt meer dan 18,000, en 5000 tot 6000 ontvangen de voorbereidende opleiding voor den doop.

» Ten laatste vestigen wij de aandacht op de werkzaamheden des genootschaps voor de godsdienstige belangen der snel aangroeijende bevolking, vrije lieden en veroordeelden, der kolonien in Australie. De gevolgen, welke onze bemoeijingen voor deze jonge maatschappijen met der tijd zullen hebben, moeten boven berekening groot zijn.

» Zoo is het genootschap allerwege in de over den ganschen aardbol verspreide kolonien en bezittingen der Britsche kroon voor de kerk van Engeland werkzaam."

De inkomsten van het genootschap, voortvloeijende uit vrijwillige bijdragen, zijn tot 65,000 L. st. 's jaars geklommen, behalve 20,000 L. st. voor bepaalde oogmerken bestemd.

De bisschop van Londen wees op Borneo, als een bewijs dat het genootschap zijne werkzaamheden nog verder uitbreiden moest en als een voorbeeld hoe gewigtig het was beschaving en Evangelie te gelijk onder de heidenen te verbreiden; hij beweerde dat in dat uitgestrekte land millioenen menschen voor de aanneming van het Christendom voorbereid waren, en hij prees de onvermoeide pogingen van Sir James Brooke voor de beschaving dier barbaarsche volksstammen.

Op voorstel van den graaf Grey, vereenigde de vergadering zich met de volgende verklaring: » Terwijl de bevolking van het Vereenigd Koningrijk zich over uitgestrekte gewesten der aarde verspreidt en alzoo de grondslagen van nieuwe Staten legt, is de kerk van het moederland, zoolang hare hulp onmisbaar zal zijn, verpligt om aan hare landverhuizende kinderen die godsdienstige inrigtingen en heilmiddelen, welke het voorregt harer armste ledematen in het vaderland zijn, te helpen verschaffen."

Op voorstel van den bisschop van Oxford, werd de volgende verklaring aangenomen: » Niettegenstaande het welslagen van de werkzaamheden der zendelingen des genootschaps onder de Heidenen, moet men voor de bekeering van de onderscheidene volken der aarde het meest verwachten van de pogingen van inlandsche predikers."

ZWEDEN EN NOORWEGEN.

Het Noorweegsche storthing heeft in zijne den 13den dezer gehouden zitting een voorstel, strekkende om de in art. 2 der constitutie vervatte bepaling, volgens welke den joden de toegang tot het Rijk verboden is, af te schaffen, met 63 tegen 10 stemmen aangenomen.

BEURS-BERIGTEN.

Parijs 19 Junij: 3 pcts. renten fr. 55.55; 5 pcts. idem fr. 92.45.

Londen 19 Junij: 3 pcts. gecons. 96⅝; Nederl. werk. schuld 2½ pcts. 60¼; idem 4 pcts. 90½.

Volgens de officiele opgaven wegens den staat der Nederlandsche rivieren, was dezelve als volgt:

De MAAS te Grave, 's morgens ten 8 ure, op den 18den Junij 6.19, op den 19den 6.11, op den 20sten 6.07 el.

De WAAL te Hulhuizen, op den 18den Junij 3.09, op den 19den 3.02, op den 20sten 2.97 el.

De NEDER-RHIJN te Pannerden, op den 18den 2.82, op den 19den 2.75, op den 20sten 2.70 el; — te Arnhem, op den 18den Junij 2.32, op den 19den 2.25, op den 20sten 2.20 el.

De IJSSEL te Westervoort, op den 18den Junij 2.49, op den 19den 2.40, op den 20sten 2.37 el.

Met dit nommer der *Staats-courant* worden verzonden:

1°. vel 277 van het BIJBLAD II, inhoudende het verslag der bijeenkomsten van de *Tweede* Kamer van den 19den en 20sten dezer; en

2°. vel 161¹ en 161² der *Bijlagen* van het genoemde BIJBLAD, behelzende het vervolg en slot der stukken behoorende bij de onlangs aan de Tweede Kamer ingediende wets-voordragt tot regeling van 's Rijks algemeene comptabiliteit.

HEDEN ZIJN VERZONDEN N°. 57—61 EN 65 VAN HET STAATSBLAD.

ADVERTENTIEN.

MINISTERIE VAN MARINE.

⁂ De Minister van Marine herinnert bij deze de belanghebbenden, dat de Schuldvorderingen ten laste van het Departement van Marine, over het jaar 1850, ingevolge de bepalingen der Wet van 8 November 1815 (*Staatsblad* n°. 51), voor ultimo Junij aanstaande bij dat Departement moeten zijn ingediend, en bij gebreke daarvan worden gehouden voor verjaard en vernietigd.

's Gravenhage, den 16den April 1851.

De Minister voornoemd,
E. LUCAS.

BERIGT AAN ZEEVARENDEN.

De Minister van Marine, ad interim, brengt bij deze ter kennis van de Zeevarenden en verdere daarbij belang hebbende, het door tusschenkomst van het Departement van Buitenlandsche Zaken aan hem Minister medegedeelde berigt van de Handelskamer te *Bremen*, betreffende de Betonning van het Nieuwe Vaarwater op den *Beneden-Wezer*, waarbij de Zeevarenden met het navolgende worden bekend gemaakt:

Onlangs gedane opnemingen hebben aangetoond, dat sedert de laatste bekendmaking, van den 9den October 1849, de Zandrug de *Mellum* meerdere diepte heeft verkregen; schepen welke dien rug, binnenkomende, passeren en zich met eenen O. t. O. en O. Z. O. koers op de Boeispier aan, nader aan den *Mellum* dan aan de G ton houden, zullen daar, bij laag water, eene diepte van 23 voeten vinden.

In het nieuwe Vaarwater aan de Kleine Plaat, welke zich van de Witte Ton n°. O, nog verder Z. Oost opwaarts uitstrekt, is eene tweede Boeiton gelegd, die op een afstand binnen het gezigt van de Witte Ton n°. O ligt; zij is gelijk deze met een Stang en een Witten Korf voorzien en n°. 1 gemerkt; zij ligt in 4½ vadem diepte bij laag water en hare peilingen zijn naar het Miswijzend Kompas:

de Witte Ton n°. O, N. W. t. N.;
de Roode Ton n°. II, W. N. W. ⅜ W.;
de Kerktoren te *Wangeroog*, W. ½ Z;
de Roode Ton n°. III, Z. t. O. ½ O.

Den Zeevarenden wordt verder kennelijk gemaakt, dat de Sleutelton in stede van den Korf van Riet, dien zij tot hiertoe voerde, een half ronden Korf van IJzer heeft bekomen, welke den geheelen Tonbodem omsluit en de Ton meer dan tot nu toe voor het oog zigtbaar maakt.

's Gravenhage, den 7 Junij 1851.

De Minister voornoemd,
VAN SPENGLER.

MINISTERIE VAN OORLOG.

OPENBARE AANBESTEDING.

De Luitenant-Kolonel, voorloopig belast met de dienst van Ingenieur in de 2de Inspectie van Fortificatie, of, bij zijne afwezigheid, de Eerst-

aanwezende Ingenieur te 's Hertogenbosch, zal, onder nadere goedkeuring van den Minister van Oorlog, in het openbaar Aanbesteden:

Het Maken van een verdedigbaar Gebouw achter het werk aan de Blaauwe Sluis, op den linker Maasdijk beoosten het Fort Grevecoeur, met Levering van de daartoe noodige Bouwstoffen.

Deze Aanbesteding zal geschieden den 12den Julij 1851, des voormiddags ten 11 ure, bij de Wed. A. Gommers, in het Hotel Oud Keizershof te 's Hertogenbosch, alwaar van den 18den Junij te voren het Bestek zal liggen.

Inlichtingen kunnen worden verkregen bij den Eerstaanwezenden Ingenieur te 's Hertogenbosch en bij den Officier der Genie op het vermeld Werk., alwaar Aanwijzing zal worden gedaan, twee dagen vóór de Aanbesteding, van 10 ure voor- tot 2 ure na den middag.

PROVINCIALE GOUVERNEMENTEN.

⁂ Op last van Gedeputeerde Staten der Provincie Zuidholland, wordt bij deze ter kennisse van de belanghebbenden gebragt, dat het ontwerp van begrooting der kosten van het provinciaal bestuur voor zooveel het Rijksbestuur is, dienst 1852, met eene memorie van toelichting, naar aanleiding van art. 105 der provinciale wet, van heden af verkrijgbaar is gesteld ter Provinciale Griffie van Zuidholland in het Korte Voorhout te 's Gravenhage, tegen betaling van vijftien cents, voor beide stukken.

's Gravenhage, den 20sten Junij 1851.

De Griffier der Provinciale Staten van Zuidholland,
JUST DE LA PAISIÈRES.

⁂ Op last van Gedeputeerde Staten der Provincie Zuidholland, wordt bij deze ter kennisse van de belanghebbenden gebragt, dat het ontwerp van begrooting der enkel Provinciale en Huishoudelijke inkomsten en uitgaven, dienst 1852, met eene memorie van toelichting, naar aanleiding van art. 105 der provinciale wet, van heden af verkrijgbaar is gesteld ter Provinciale Griffie van Zuidholland, in het Korte Voorhout te 's Gravenhage, tegen betaling van veertig cents voor beide stukken; alsmede dat de rekeningen en verantwoordingen wegens de enkel Provinciale en Huishoudelijke Uitgaven over de jaren 1848 en 1849, bedoeld bij art. 119 en het Verslag aan de Provinciale Staten bedoeld bij art. 162 der bovengemelde wet, van den 1sten Julij aanstaande mede op die Griffie zal verkrijgbaar zijn.

's Gravenhage, den 20sten Junij 1851.

De Griffier der Provinciale Staten van Zuidholland,
JUST DE LA PAISIÈRES.

PLAATSELIJKE BESTUREN.

⁂ Burgemeester en Assessoren van Werkendam maken bij deze bekend, dat er binnen deze Gemeente dit Jaar wederom *geene* Kermis zal plaats hebben.

Werkendam, 20 Junij 1851.

Burgemeester en Assessoren voornoemd,
BAST. VERHEIJ VAN DEN BOGAARD.
Ter ordonnantie derzelven,
J. W. VAN DER ELST.

GEREGTELIJKE AANKONDIGINGEN.

⁂ Bij Vonnis der Arrondissements-Regtbank te Haarlem, van den 27sten Mei 1851, geregistreerd en op den 18den Junij dezes jaars bij Deurwaarders-Exploit aan den Curator beteekend, is *Jacob Breet* Klaaszoon, verblijf houdende te St. Anna bij Nijmegen, Ontheven van de Curatele waaronder hij bij geregistreerd Vonnis van den 28sten April 1841 was gesteld.

G. DE VRIES *Az.*, *Procureur.*

⁂ Bij Vonnis van de Regtbank van het Arrondissement Appingadam, bij verstek gewezen den twee en twintigsten Mei 1800 een en vijftig, behoorlijk geregistreerd, is Verstaan, dat er Regtsvermoeden van Overlijden bestaat van *Cornelis Jacobs*, ook wel genoemd *Cornelis Jacobs de Leeuw*, laatst woonachtig geweest te Zandeweer, gemeente Kantens, en zulks sedert den eersten Januarij 1800 drie.

Mr. J. POTTER VAN LOON, *Procureur.*

TWEEDE PLAATSING.

In den jare 1800 een en vijftig, den elfden Junij, ten verzoeke van *Jacobus Zimmer*, van beroep Commissionnair, wonende te Amsterdam, op de Keizersgracht bij de Utrechtsche straat, in qualiteit als blijkens Acte van Assumtie en Surrogatie door *Lucas Koops* en *Klaas Smit*, in hunne qualiteit als bij den Testamente door nu wijlen *Jan Jacob Trapperts*, op den 15den November des jaars 1805, ten overstaan van den Notaris *Adam Houtkoper*, in tegenwoordigheid van getuigen binnen Amsterdam gepasseerd, en door hem vóór de invoering der registratie met den dood bevestigd, met en benevens den destijds reeds overleden *Cornelis Leonard Kolff*, door gezegden *Jan Jacob Trapperts* aangesteld tot Executeuren van dat zijn Testament, mitsgaders tot Administrateuren van zijne verbondene Nalatenschap en zulks met alle daartoe vereischte magt, ook die van assumtie en surrogatie tot den einde toe, op den twaalfden April des jaars 1823 ten overstaan van den Notaris *Hermanus Meijer Cluwen*, in tegenwoordigheid van getuigen binnen Amsterdam gepasseerd en behoorlijk geregistreerd, in plaatse van gezegden *Lucas Koops*, gesurrogeerd in alle de aan denzelve bij voormelde Testamentaire dispositie opgedragene Commissien;

Mitsgaders uit krachte van een Bevelschrift, door de Arrondissements-Regtbank te Amsterdam op den twintigsten Mei 1800 een en vijftig verleend op het daartoe door den Requirant ingediend Request, behoorlijk op de expeditie geregistreerd,

Heb ik, *Johan Adam Wormser*, Deurwaarder bij de Arrondissements-Regtbank te Amsterdam, wonende aldaar op den Oudezijds-Voorburgwal bij de Pijlsteeg, n°. 205, hebbende voor dezen jare nog geen Patent ontvangen,

Gedagvaard:

Alle zoo bekende als onbekende of afwezige Erfgenamen, volgens het Noordhollandsch Versterfregt, van wijlen *Jan Jacob Trapperts*, gewoond hebbende te Amsterdam en aldaar op den 17den November des jaars 1805 overleden,

Omme vóór Dingsdag den acht en twintigsten October 1800 een en vijftig eenen Procureur voor zich te stellen en denzelve voorts, op dien dag, des voormiddags ten elf ure, te doen verschijnen voor de Arrondissements-Regtbank te Amsterdam, Eerste Kamer, aldaar zitting houdende in het Geregtsgebouw; — ten einde:

aangezien nu wijlen voornoemde *Jan Jacob Trapperts*, bij zijne in den hoofde dezes vermelde testamentaire dispositie, door hem op den 17den November des jaars 1805 met den dood bevestigd, tot zijne eenige Erfgename heeft benoemd en gesteld zijne Huisvrouw *Anna Catharina Kroon*, met welke hij in gemeenschap van goederen was gehuwd, echter niet anders dan onder deze conditie en verband; dat al hetgeen dezelve zijne Huisvrouw van hem Testateur, uit krachte van gemeld Testament, zoude komen te erven, haar leven lang gedurende, zoude zijn en wezen Fidei-Commis en verbonden; zulks, da dezelve zijne, Testateurs, Huisvrouw, haar leven lang gedurende, van al het uit krachte van zijn gezegd Testament te ervene, niets anders zoude trekken en genieten dan de zuivere jaarlijksche vruchten en interesten, waartoe hetzelve Kapitaal zoude moeten blijven onder de directie en administratie van de bij gezegd Testament benoemde Administrateuren, zijnde de in den hoofde dezes gemelde *Klaas Smit*, *Cornelis Leonard Kolff* en *Lucas Koops*, of derzelver Successeuren in der tijd, en bij haar Overlijden, zonder eenige aftrek of korting van trebellianique of andere in regten bekende portien, 100ste, 200ste, 12de mindere of meerdere penningen of eenige andere impositien of lasten, reeds geheven of nog te heffen, zoude devolveren, erven en versterven op diegeen of genen, die ingevolge het Noordhollandsche Versterfregt te Amsterdam plaats hebbende, op haar Overlijden zijne, Testateurs, Erfgenamen zouden bevonden worden;

aangezien de bij voormeld Testament benoemde Executeuren en Administrateuren, na den gemeenschappelijken Boedel van gemelden *Jan Jacob Trapperts* en zijne Huisvrouw te hebben vereffend en tot Liquiditeit gebragt, mitsgaders gescheiden en verdeeld, het bedrag daarvan, na den plaats gehad hebbende verkoop van de helft der tot dezelve behoorende vaste Goederen, hebben geplaatst op het Grootboek der Nationale Schuld ten laste van dit Rijk, rentende 2½ ten honderd in het jaar;

aangezien voornoemde Administrateuren, eerst gezamenlijk, vervolgens de twee overgeblevene, voorts gezegde *Klaas Smit* en de Eischer, en eindelijk, vermits het plaats gehad hebbende Overlijden van gezegden *Klaas Smit*, de Eischer alleen, de revenuen van de Nalatenschap van gemelden *Jan Jacob Trapperts* aan gezegde *Anna Catharina Kroon* hebben uitbetaald;

aangezien gemelde *Anna Catharina Kroon* op den tweeden Januarij des jaars 1850 binnen Amsterdam zijnde komen te Overlijden, de Nalatenschap van wijlen gemelden *Jan Jacob Trapperts* aan diegenen, welke volgens het Noordhollandsch Versterfregt te Amsterdam gevigeerd hebbende, krachtens zijn gemeld Testament bevonden zullen worden daartoe geregtigd te zijn, kan worden afgegeven;

aangezien de Eischer, verlangende aan de geregtigden, volgens het Noordhollandsch Versterfregt, tot gezegde Nalatenschap Rekening en Verantwoording te doen en dezelve vervolgens aan hen af en over te geven, doch daarin, ofschoon zich wel eenige personen, welke vermeenen van Moederszijde tot dezelve geregtigd te zijn, hebben opgedaan, verhinderd wordende doordien alle de geregtigden tot voormelde Nalatenschap aan hem onbekend zijn, dezelve Rekening en Verantwoording met de bescheiden ter Griffie der voormelde Regtbank, ter inzage der belanghebbenden, heeft nederlegd, blijkens daarvan door den Heer Griffier der gezegde Regtbank den zesden Junij 1851 afgegeven verklaring;

bij Vonnis van voormelde Regtbank eenen Heer Regter Commissaris te zien benoemen, ten wiens overstaan die Rekening door den Eischer zal kunnen worden gedaan; en dat de Gedaagden daarbij tevens zullen worden veroordeeld om, nadat die Rekening alzoo zal zijn gedaan, met den Eischer, op de wijze bij de wet bepaald, voort te procederen, ten einde te geraken tot eene bepaling van het Saldo derzelve Rekening, mitsgaders van al hetgeen de Eischer verder van de Nalatenschap van dikwerf genoemden *Jan Jacob Trapperts*, onder zich heeft, om vervolgens door hem te worden uitgekeerd en afgegeven aan zoodanige belanghebbenden, als bevonden zullen worden daartoe geregtigd te zijn; alles met verklaring dat de kosten te dezer zake bereids gemaakt of nog te maken, door den Eischer bij voorrang zullen kunnen worden gekort op het batig Overschot der activiteiten van gemelde Nalatenschap, mitsgaders met veroordeeling van zoodanige der Gedaagden, welke deze vordering zullen tegenspreken, in de kosten van het Regtsgeding.

En heb ik Deurwaarder aan de Gedaagden aangezegd dat *Hendrik van Eijs* voor den Eischer in dezen als Procureur zal occuperen, en voorts afschrift van het in den hoofde dezes aangehaalde Request, van het mede voormelde Bevelschrift en van dit Exploit, onder mijn toezigt, doen aanplakken aan de Vergaderplaats der Regtbank voornoemd, terwijl Afschriften van dit Exploit twee malen zullen worden geplaatst in de *Nederlandsche Staats-courant* en in het *Algemeen Handelsblad*. — De kosten zijn f 10.05¼.

Sal. . 5.40.
Versch. 4.65¼.

f. 10.05¼.

J. A. WORMSER, *Deurwaarder.*

BEURSPRIJS VAN SCHULDBRIEVEN.

Amsterdam, 20 *Junij* 1851.

NEDERLAND. — Werk. Schuld 2½ pct. 58; 3 pct. 68 7/16; 4 pct. 88⅞; Amortisatie-Synd. 3½ pct. —; Aand. Handelm. 4½ pct. 109⅜; O. I. Leening 1844, 4 pct. 87¾; Aand. Arnh. spoorweg 4½ pct. 92½ à 93; Holl. dito —.

BELGIE. — Certificaten 2½ pct. 48; dito *Rothschild* 2½ 48 3/16 à ¼.

FRANKRIJK. — Certificaten 3 pct. 52 3/16.

RUSLAND. — Bij *Hope en Comp.* 5 pct. 105⅞ à 106; Dito A°. 1828—1829. —; Inschr. op 't Grootb. 6 pct. —; Dito Certificaten —; Negot. 1831 en 1833 5 pct. 95¼; Negot. 1840 4 pct. 88⅜; Dito *Stieglitz* 4 pct. 88 7/16 à ½; Dito Nieuwe 4 pct. —; Nieuwe Engelsche 4½ pct. —.

SPANJE. — Bij *Ardoin* 1835 5 pct. 15 1/16; Dito L. st. 510. 5 pct. 15¼; Dito onbepaald 5 pct. 15 7/16 à 9/16; Dito Coupons 8 5/16 à 5/16; Nieuwe 3 pct. —; Binnenlandsche 3 pct. 35 3/16 à ¼; Passive 5 15/16 à 6; Uitgest. Schuld —.

PORTUGAL. — Te Londen 5 pct. 33⅜; Dito 4 pct. 33⅛ à 3/16; Binnenlandsche 5 pct. —.

OOSTENRIJK. — Bank 5 pct. 80; Dito 4 pct. —; Metalliek 5 pct. 72¾ à ⅞; Dito 2½ pct. 38 3/16 à ¼; Dito Nieuwe 1849 5 pct. 77⅞; Aandeelen f 500 bij *Rothschild*; Dito f 250 dito 1839 —.

BRAZILIE. — Te Londen 5 pct. 91¾; dito 3 pct. —.

PERU. — Te Londen 4½ pct. 86; Uitgestelde —.

MEXICO. — Te Londen 5 pct. 31 11/16 à ¾.

PRIJS-COURANT,

opgemaakt en uitgegeven den 16den Junij 1851.

op last van Zijne Excellentie den Heer Minister van Finantien, door de beëedigde Makelaars J. S. Wurfbain, G. A. van der Voort, A. Craandijk, P. J. A. Sundorff, T. J. B. Westerwoudt, P. E. H. Praetorius, J. H. Roelofsz, D. Reul Koopman, G. van der Weijden Jr., L. H. Weetjen en den Gedelegeerde L. Huijsinga Jr., ter voldoening aan het bepaalde bij art. 11, lit. D der wet van den 27sten December 1817, en voor zooverre de Buitenlandsche Effecten aangaat, naar aanleiding van art. 28 der wet van den 31sten Mei 1824, voor de regeling van het regt van successie van de waarde van effecten, actien en renten, behoorende tot nalatenschappen, waarvan het regt van successie verschuldigd is.

NB. Van de Effecten, achter welke in de kolom van den interest niets ingevuld is, wordt op de memorie van aangeving geen achterstallige interest gebragt, aangezien de te goed zijnde interest onder de getaxeerde waarde begrepen is, uitgezonderd de actien der *Nederlandsche Bank* en de aandeelen in de *Nederlandsche Handel-maatschappij*, waarbij in den handel *eene rente* berekend wordt.

VERSCHILLENDE SOORTEN DER EFFECTEN.	Int. pct.	WAARDE.
BINNENLANDSCHE EFFECTEN.		
Inschrijving en Certificaten Werk. Schuld.	2½	58 pct.
Dito en dito	3	68¾ »
Dito en dito	4	88½ »
Oblig. ten laste der O. I. bezitt.	4	87¾ »
Schuldbekentenissen Amortisatie-Syndicaat	3½	88½ »
Schatkistbiljetten	4	100½ »
STAD AMSTERDAM.		
Schuldbekentenissen 1829	5	108¾ »
Losrenten 1845.	4	99¾ »
STAD MIDDELBURG.		
Obligatien, genegotieerd à 3 pct.	½	10½ »
Kansbiljetten	. .	9 »
PARTICULIERE BINNENLANDSCHE NEGOTIATIEN.		
Actien in de Nederl. Bank (voor rente 4 pCt.)	. .	124½ »
Aandeelen in de Nederlandsche Handel-maatschappij (voor rente 4½ pCt.)	. .	109½ »
Dito Amsterdamsche Entrepôtdok	4½	99 »
Aand. Holl.-IJzeren-Spoorwegm.	. .	58½ »
Leening, dito A°. 1844.	4½	99¼ »
Obligatien Rhijn-spoorweg	4½	91¾ »
Dito Haarlemmer-meer.	5	104½ »
Dito dito	4½	97½ »
Dito dito	4	90½ »
Dito in de Maatschappij van Weldadigheid, bij de Lanoy en Z.	4%	72½ »
Dito in de gecedeerde Oost-Vriesche Domeinen	. .	f 610.00
Dito Concordia res parvae crescunt bij Ketwich en Voomberg	. .	70 pct.
Aandeelen in assurantie compagnien, bij: Heemskerk en van den Broeke.	. .	331 »
Spengler en de Waal.	. .	192 »
ten Sande en Jarman.	. .	260 »
Croese en Blancke.	. .	249 »
Lankhorst en Ravesteijn	. .	157 »
J. Zuijderhoff en A. van de Poll	. .	129 »
A. C. Bouman	. .	165 »
Boolen en Lugt.	. .	136 »
A. van Bosse	. .	147 »
Dito Societeit van Levensverzekeringen, bij P. Langerhuizen, opgerigt A°. 1807	4	160 »
BUITENLANDSCHE EFFECTEN.		
ENGELAND.		
Het divid. vervalt		
Actien in de O.I. Comp. Jan. en Julij	. .	259 »
Dito Bank. April en Oct.	. .	211¼ »
Gered. 3 pcts. annuit. April en Oct.	. .	96½ »
Geconsolid. 3 pcts dito. Jan. en Julij	. .	97 »
Wisselkoers 2 maanden	. .	f 11.75
RUSLAND.		
Obligatien bij Hope en Comp. neg. 1798 en 1816	5	105¾ pct.
Dito bij dito, 1828 en 1829	5	104¾ »
1) Inschrijving op het Grootboek in assignaten	6	65½ »
1) Certificaten van dito, diverse administratie-kant. te Amsterdam.	6	65¾ »
1) (Den roebel te rekenen op één gulden.)		
2) Inschrijvingen in zilver	6	114 »
2) Dito en certificaten dito A°. 1831 en 1833	5	95¾ »
2) Certificaten van dito, administratie Hamburg A°. 1820.	5	99½ »

VERSCHILLENDE SOORTEN DER EFFECTEN.	Int. pct.	WAARDE.
RUSLAND. (*Vervolg*).		
2) Certificaten van inschrijving, administratie Amsterdam	5	99¼ pct.
2) Obligatien van dito, te Londen.	5	102 »
Dito dito dito	4½	98¾ »
2) Inschrijving en certificaten van dito bij Hope en Co. c. s.	4	88¾ »
2) Dito bij Stieglitz en Co.	4	88¼ »
2) Poolsche Schatkist-Oblig. Neg. 29 Febr. 1844.	4	77½ »
2) (Den roebel te rekenen op twee gulden.)		
Aand. Polen, 1829, van fl. 300	. .	f 257.00
Dito dito, 1835, van fl. 500.	. .	– 150.00
OOSTENRIJK.		
Obligatien op de Weener Bank, genegotieerd bij Goll en Comp.	5	79 pct.
Dito, bij idem.	4½	63½ »
Dito, bij idem.	4	62¾ »
Dito, supplementaire letter G en O.	4	56 »
Dito, bij Osy en Zoon	5	77½ »
Dito, bij idem	4½	62 »
Dito, bij idem	4	61½ »
Certificaten van Originele Weener obligatien, bij Goll en Comp.	2½	38½ »
3) Obligatien, Weener metalliek.	5	72 »
3) Dito	4½	57½ »
3) Dito	4	52½ »
3) Dito	3	44½ »
3) Dito	2½	37¾ »
3) Dito	1	14¼ »
3) Dito rente betaalb. te Amsterd.	5	77¼ »
3) (Den Weener florijn te rekenen op f 1.25 Ned. Courant.)		
Aandeelen in de Oostenrijksche Bank te Weenen.	3	f 1140.00
Dito neg. 25 millioen groot Weener flor. 500.	. .	– 925.00
Dito dito, W. fl. 250	. .	– 280.00
FRANKRIJK.		
Inschrijving en Certificaten	5	84½ pct.
Dito dito.	3	52 »
Actien in de Fransche Bank en Certificaten van dito	. .	f 980.00
(Den frank te rekenen op 50 cents.)		
BELGIE.		
4) Oblig. Negotiatie 1838.	3	63 pct.
4) Dito, 1836	4	80½ »
4) (Den frank te rekenen op 47¼ cents.)		
Dito losrenten. A°. 1840	5	97½ »
(Het pond sterling gerekend op f 12.)		
5) Inschrijving en certificaten.	2½	48¼ »
5) Obligatien.	4½	86 »
5) Den frank te rekenen op 50 cents.)		
PRUISSEN.		
Aandeelen leening A°. 1832.	. .	f 230.00
SPANJE.		
6) Obligatien Londen, A°. 1834 à 85 p. st.	5	15¼ pct.
6) Dito dito à 510 p st.	5	15¼ »
6) Dito Onbepaalde	5	15 »
6) Dito van A°. 1842.	3	39 »
6) Dito Passive Schuld	. .	6 »
6) De 85 p. st. te rekenen op f 1000 Ned. cour.)		
7) Oblig. Binnenlandsche schuld.	3	35 »
7) Uitg. schuld, Parijs	. .	5¾ »
7) (De piaster gerekend op f 2.50 Ned. Court.)		
PORTUGAL.		
8) Oblig. A°. 1840 p. st. 100 thans	4	33 »
8) Dito A°. 1845 p. st. 100	4	32¾ »
8) (Het pond sterling gerekend op f 12.)		
Dito, Binnenlandsche Schuld.	5	37 »
(De 1000 M Reis gerekend op f 2700.)		
ITALIE.		
Certificaten Monte di Milano, bij S. en D. Saportas, c. s.	5	72 »
(De 1000 lires te rekenen op f 460 Ned. Court.)		

VERSCHILLENDE SOORTEN DER EFFECTEN.	Int. pct.	WAARDE.
PAUSELIJKE STAAT.		
Obligatien genegotieerd te Parijs.	5	69 pct.
Geconverteerde, bij J. van Beeck Vollenhoven, c. s.	5	69 »
(De lire te rekenen op 50 cents.)		
NAPELS.		
Certificaten van 5 pcts geconsolideerde schuld, bij Lamaison en Bouwer.	5	90 »
(De lire te rekenen tegen 50 cents.)		
DENEMARKEN.		
Obligatien	4	91 »
Dito	3½	80 »
9) Dito genegotieerd te Londen.	3	75 »
Dito dito 1849 en 1850	5	100¾ »
AMERIKA.		
Obligatien neg. op de steden Washington, Alexandrie en Georgetown, bij D. Crommelin en Soonen	5	103 »
9) Obl. van de Citizens-bank in Louisiana A°. 1836 en 1837.	5	98 »
9) Obl. v. de bank te Philadelphia, bij Rothschild	. .	54 »
Dito dito bij Hope en Comp., n°. 1 à 5500	. .	49 »
Dito bij dito, n°. 5501 à 10,000	. .	74 »
MEXICO.		
9) Oblig. genegotieerd te Londen, geconverteerde, A°. 1846	5	31½
BRAZILIE.		
9) Oblig., genegotieerd te Londen bij Rothschild 1824 p. st. 100.	5	91
9) Idem » 200	5	89 »
9) Dito dito bij J. L. Goldsmit, 1843 p. st. 100 en 200	5	88 »
9) Dito dito bij Samuel en Philips, 1839 p. st. 100 en 200	5	88 »
COLUMBIA.		
9) Obligatien, ex Venezuela en ex Grenada	. .	3 »
VENEZUELA.		
9) Obligatien 6 pct. thans.	3¼	32½ »
9) Uitgestelde schuld	. .	12 »
NIEUW GRENADA.		
9) Obligatien 6 pct. thans.	1¾	
9) Uitgestelde schuld	. .	16½ »
		4 »
PERU.		
9) Obligatien, genegotieerd te Londen 6 pct. thans.	5	86 »
9) Uitgestelde schuld	. .	41 »
9) (Het pond sterling te rekenen op f 12.)		

WISSELKOERSEN
ter Beurze van Amsterdam.

Madrid	op 3/m.	f 2.42	per Piast. van 20 Realen de Vellon.
Lissabon	» 3 »	» 41.50	» 40 Crusados.
Napels	» 2 »	» 80.00	» 40 Duc. di reg. of 176 lires.
Parijs	» Kort	» 56.44	» 40 Kr. v. 3 fr.
Londen	» »	» 11.82½	» L. Sterling.
Hamburg	» »	» 35.37½	» 40 M. banco.
Weenen	» 6/w.	» 28.00	» 20 Rijksd. 30 flor.
St. Petersburg	» 2/m.	» 1.81½	» 1 Zilv. R.

Amsterdam, dato als boven.

TE 'SGRAVENHAGE TER ALGEMEENE LANDS-DRUKKERIJ.